

## **Intervention lors de la rentrée académique de l'Académie d'agriculture**

**Marie-Françoise CHEVALLIER-LE GUYADER, Présidente**

Monsieur le représentant du Ministre, Monsieur le Directeur de cabinet,  
Madame la Secrétaire générale,

Je tiens à vous exprimer au nom de mes consœurs et confrères, comme du mien, tous nos remerciements pour votre accueil en ce jour et votre écoute dans une période où les débats sur l'agriculture, le climat, l'alimentation marquent l'espace public. Ils s'inscrivent dans des contextes européens et mondiaux traversés par des conflits qui bouleversent nos repères tant temporels que spatiaux.

Ils nous questionnent. Dans un interview de cet été donné au journal Ouest France, en réponse à une question sur le débat sur les bassines, notre président d'honneur, le Ministre, évoquait trois conditions pour garantir un débat. Je le cite : « Il doit s'appuyer sur ce que nous dit la science, aucune violence n'est tolérable et il faut sortir de tout dogme car les questions complexes ne peuvent pas être traitées par des réponses simplistes ».

Ce constat, qui croise notre action académique, soulève une interrogation redoutable : comment dire la Science ? Comment la mettre en culture ? Quelle place pour l'expertise scientifique dans le débat public ? Elle est en jeu. Les difficultés sont nombreuses et j'en ferai un trop rapide constat, en m'excusant d'avance pour mon analyse quelque peu sombre.

Je souhaite rappeler avant tout une évidence : mettre la science en culture est un impératif lié à l'exercice de la citoyenneté dans nos démocraties. La notion de démocratie repose sur l'idée que ses citoyens sont libres, qu'ils ont une égale capacité à se prononcer sur le destin de la Cité et qu'ils peuvent se déterminer selon la raison. Sans un accès répandu à la science et au savoir, c'est non seulement la démocratie qui est menacée dans son principe même, mais également la science, en ce que le libre exercice de la recherche risque d'être entravé par des motifs qui n'ont rien de scientifique ni de rationnel.

C'est très souvent à la faveur des controverses publiques que se forge l'acculturation aux sciences de nos concitoyens et le débat public a aussi une réelle vertu démocratique, car il engage les acteurs de la société dans des processus de prise de parole, de délibération, de responsabilité et de représentation, qui se développent à partir de ces controverses. Cependant, les processus sociaux sont soumis à des valeurs, des idéologies et des intérêts multiples. Derrière les débats sur les sciences et les techniques se cachent souvent d'autres débats. Explorer les points de vue, les lignes de force des échanges, les divergences et les convergences pour aboutir à des règles partagées est un objectif d'éthique qui ne peut se faire, comme l'évoquait le Ministre, dans des contextes d'affrontement.

La situation actuelle conduit à revisiter le lien entre l'expertise scientifique, la délibération et la décision, à le reconstruire au sens que lui donnait le philosophe américain pragmatiste, John Dewey, que notre confrère Mathias Girel m'avait fait connaître. Il s'agit non pas de faire table rase d'une situation et de repartir de zéro, mais bien, face à des transformations de tous ordres – scientifiques, économiques ou moraux – de réassembler les éléments restants en un système plus satisfaisant. Pour John Dewey, cette reconstruction, que l'on pourrait aussi appeler « réagencement » entre la fin et les moyens, n'est jamais donnée d'avance : elle est toujours à réinventer.

A quelle reconstruction sommes-nous conduits ? Vaste sujet dont je n'évoquerai que deux aspects.

Du côté des sciences, on ne peut que constater l'éclatement, l'hyperspécialisation et la multiplicité du savoir, la complexité actuelle de la science et de ses réalisations techniques. Ceci pose un premier problème que je ne développerai pas ici : celui du langage des sciences et de leur traduction, celui de l'éducation et de la lutte contre l'illettrisme scientifique.

J'évoquerai un autre aspect : l'impact omniprésent des sciences et techniques sur le quotidien et le recours permanent au concept d'innovation donnent une vision partielle de la science dominée par le contexte économique et inscrite dans des perspectives de court terme. Corrélativement l'attitude de nos sociétés vis-à-vis du progrès change. Frappées par les crises et conflits, par des discours d'urgence, qu'il s'agisse de climat, de biodiversité, d'énergie, d'alimentation ou encore de santé, le progrès n'est plus synonyme de l'accomplissement d'une promesse portée collectivement, mais d'une catastrophe à laquelle il devient urgent d'échapper.

On a ainsi vu se renforcer ces dernières années une contestation des valeurs de la science avec une priorité donnée aux affects, aux émotions et une instrumentalisation de la science au bénéfice de la désinformation, de raisonnements relativistes et de stratégies de doute. La rationalité devient cantonnée dans un espace rétrograde.

Or la démarche scientifique est, par définition, une démarche de progrès. L'histoire des sciences nous en donne la meilleure illustration. Mais pour son malheur, elle est souvent contre-intuitive, s'appuie sur une démarche de réfutation via les controverses difficile à comprendre, sans oublier le fait que toute communication sur la science est très vite dépassée. Ses résultats peuvent être partagés car la démarche de la science est partagée : c'est une richesse commune qui ne s'épuise pas au fur et à mesure où on la partage ! Les sciences sont par ailleurs fortes d'un présupposé essentiel à toute communication entre les hommes : elles portent sur une réalité. Une réalité qu'on connaît sans cesse mieux et qui est une référence commune à tous les chercheurs et enquêteurs. De même, les deux caractéristiques essentielles de la science – elle est réfutable et révisable – sont au cœur de l'exercice de la conversation : une société composée d'individus émettant des discours censément irréfutables et définitifs a peu de chances de perdurer. Les valeurs de la science peuvent donc coïncider avec celles d'une société démocratique et d'une citoyenneté harmonieuse.

Du côté de l'expertise scientifique, des difficultés sont aussi apparues au premier rang desquelles une perte de légitimité et un manque de confiance.

Les juristes nous rappellent que c'est l'expertise qui fait l'expert et l'importance du mandat à la base de toute expertise, sans lequel on assiste alors à l'auto-proclamation des experts, dérive dénoncée dans de nombreux pseudo-débats actuels. Un régime de responsabilité juridique la caractérise, lorsqu'elle se déroule devant une juridiction. L'expertise témoigne de

l'entrée des sciences en politique c'est-à-dire dans des rapports de force dont l'objectif n'est plus celui de la connaissance de la vérité scientifique mais celui de la justice.

Des sondages du Cevipof déjà anciens montrent l'ambivalence de nos concitoyens à ce propos : méfiance vis-à-vis de la sphère politique, des institutions, des médias traditionnels et des experts scientifiques mais relative confiance envers la parole des chercheurs. Ils plébiscitent les contacts de proximité, ceci étant facilité par les nouveaux usages des technologies de l'information. Proximité et immédiateté caractérisent la nouvelle confiance, mettant en difficulté toute démarche venant « d'en haut » et inscrite dans le temps long !

Plus récemment, cette année, un sondage de l'Ifop a mis en évidence une perte de légitimité de la parole scientifique qui s'exprime surtout dans le fait qu'elle ne vaille pas plus que l'opinion personnelle. Pour se renseigner sur les enjeux scientifiques complexes, 67% des Français font avant tout confiance à leurs proches. Moins de 2 Français sur 3 déclarent faire confiance aux autorités scientifiques. La méfiance est même majoritaire lorsqu'il s'agit des médias, des laboratoires pharmaceutiques ou le gouvernement. La perte de légitimité de la parole scientifique s'exprime surtout dans le fait qu'elle ne vaille pas plus que l'opinion personnelle. Deux Français sur cinq font en effet davantage confiance à leur expérience personnelle qu'aux explications des scientifiques pour savoir si un fait est vrai ou faux scientifiquement.

Un sondage de la fondation Jean Jaurès « Génération TikTok, Génération "TocToc" ? Enquête sur la mésinformation des jeunes et leur rapport à la science et au paranormal à l'heure des réseaux sociaux » puis un nouveau sondage de l'Ifop confirment ces tendances chez les jeunes. Ils montrent aussi l'essor des croyances complotistes ou infondées. Ceci s'inscrit, selon les auteurs, dans une révolution des pratiques informatives où la défiance à l'égard de l'information verticale issue des autorités s'accompagne d'une confiance plus grande dans sa transmission horizontale via les réseaux sociaux et les influenceurs populaires.

Il faudrait revenir aux travaux sur la confiance en philosophie et SHS, portés par nos confrères et consœurs, pour démêler ce qui se joue sous nos yeux. Trop brièvement dit, rappelons que la confiance se comprend dans son rapport à la vérité et met en jeu trois catégories de valeurs différentes. La confiance qu'on accorde à la science repose en premier lieu sur l'exactitude du constat des faits. On comprend alors l'importance de la lutte contre les fraudes et le respect de l'intégrité, c'est à dire des normes épistémologiques et déontologiques encadrant le progrès des connaissances. La confiance dans l'expertise scientifique repose, quant à elle, sur la perspective d'arrêter un constat en vue d'une décision et à la justifier au regard des normes sociales en cours. Quant à l'information, elle est jugée à l'aune certes de sa véracité mais très souvent, dans les faits, sur la base de la sincérité et de l'authenticité supposées, du « charisme » de son émetteur. Un doute quant aux conflits d'intérêt d'un expert devient par exemple aujourd'hui déterminant pour lui refuser sa confiance.

En toute circonstance, il faut donc questionner la relation à la vérité, à la véracité que les scientifiques et toutes les personnes ou institutions intervenant dans le débat scientifique, les controverses sociotechniques entretiennent. Car il est très difficile de démêler dans le nouvel espace public que représentent les réseaux sociaux les régimes de vérité dans lesquels s'inscrivent les communautés qui l'anime. Elles fabriquent souvent une connaissance qu'elles considèrent crédible, mais élaborée selon des critères distincts ou partiels de ceux que la science utilise, régime dénommé par Michel Foucault « de véridiction ».

Depuis sa création notre compagnie n'a eu de cesse de « reconstruire » la relation sciences-technologie-société autour des enjeux qui ont évolué tout au long de son histoire. Les controverses ne sont jamais closes et ressurgissent en nous mobilisant tous ici, pour

contribuer modestement à donner du sens au progrès en s'appuyant sur les valeurs de la démarche scientifique.

L'ambition, si je peux la résumer en quelques mots, est d'instruire un débat de qualité et sincère. Face à des problématiques complexes, aux enjeux interdépendants et parfois contradictoires, il apparaît illusoire de fournir des avis conclusifs. Il n'y a pas de réponse simple à une question complexe sauf à être dogmatique, disait le Ministre. L'objectif à poursuivre est donc d'éclairer le débat public dans sa complexité plus que de trancher des questions complexes.

Un groupe de travail « Expertise académique et éthique » débute ses travaux et a pour mission de définir la méthode d'expertise propre à l'Académie d'agriculture. Cette expertise est par essence collective, riche de la diversité de ses membres issus de la recherche, impliqués dans les sciences, ou simplement concernés par celle-ci dans le cadre d'activités économiques, médiatiques, juridiques, voire politiques et doit reposer sur la transparence des sources et l'expression des intérêts de chacun.

Il s'agit aussi grâce à notre interdisciplinarité et internationalisation d'anticiper, autant que faire se peut, les termes des débats publics, de faire ensemble le pas de côté qui permettra de changer de cadre de vue et de mieux appréhender une situation. Ceci doit se faire en lien avec la science la plus actuelle et, comme le Conseil d'état le préconise pour l'action publique, en associant plus largement les acteurs impliqués. Savoir sortir des conflits de normes et confronter des normativités différentes nous conduit à renforcer notre approche de l'éthique.

Dans ce cadre nous entendons aussi lutter contre les dérives évoquées auparavant et l'instrumentalisation du doute scientifique. Ceci nous conduit à réfléchir de façon interdisciplinaire aux conditions du traitement des questions scientifiques et technologiques au sein de notre compagnie et dans la société, et à renforcer notre capacité de traitement des controverses, à l'écoute des acteurs de la société civile.

Tout ceci s'inscrit dans une stratégie de transmission auprès des jeunes et d'information de nos concitoyens via les médias dans leur diversité. En témoignent nos activités éditoriales et nos initiatives partenariales pour faire de la compréhension de la démarche scientifique une référence et donner la possibilité aux jeunes de s'orienter face aux défis des développements scientifiques et technologiques qui marquent l'agriculture, l'environnement et l'alimentation. Ces journées et les remises de prix en témoignent une fois de plus.

Tels sont quelques-uns des enjeux de la reconstruction qui nous mobilisent au service de nos concitoyens et je remercie pour leur action nos consœurs et confrères et nos partenaires, sans lesquels rien ne pourrait se faire. J'ai une pensée particulière pour ceux qui sont absents ce jour et pour tous ceux qui nous ont quitté et qui ont marqué notre vie collective. Un hommage leur sera rendu lors de la mise en place du nouveau bureau en janvier, ainsi que nous en avons décidé en commission académique.

Merci à toutes et tous de vos engagements pour la science et pour l'action, pour cette reconstruction appelée de nos vœux.

C'est pourquoi nous sommes heureux de pouvoir en cette rentrée académique vous écouter et échanger dans la perspective proche du pacte et de la loi d'orientation et d'avenir agricole, démarche à laquelle nous avons modestement contribué en vous adressant quelques notes de réflexion de membres.